

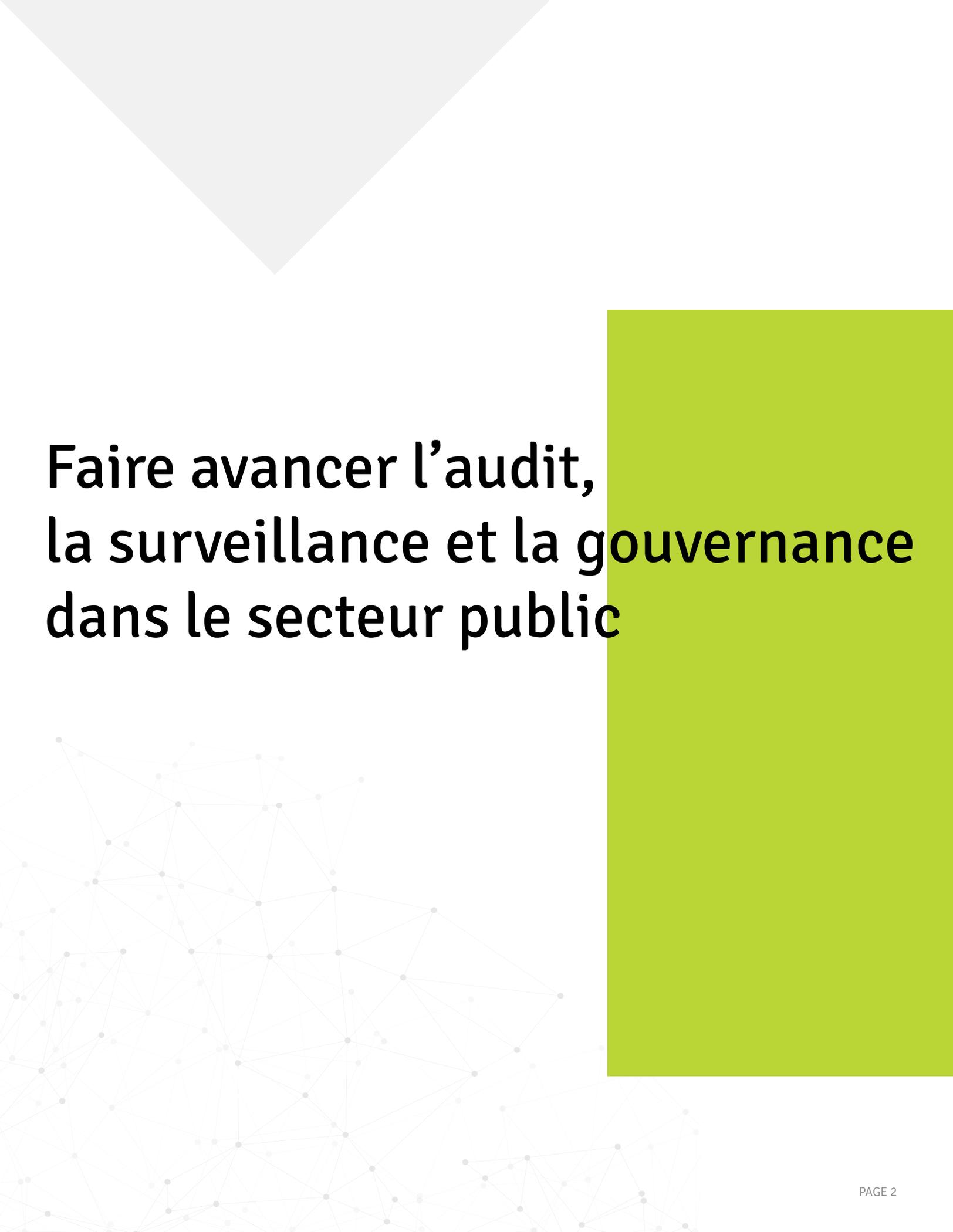


Rapport annuel 2016-2017

Organisme canadien à but non lucratif, la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation se consacre à la promotion et au renforcement de l'audit de performance, de la surveillance et de la reddition de comptes dans le secteur public, tant au Canada qu'à l'étranger, grâce à des activités de recherche, d'éducation et de partage des connaissances.



FONDATION CANADIENNE
POUR L'AUDIT ET
LA RESPONSABILISATION



Faire avancer l'audit, la surveillance et la gouvernance dans le secteur public

2016-2017

Table des matières

Message conjoint du Président du conseil d'administration et du Président-Directeur général	4
Nouvelle dénomination... Nouveau site Web	6
Plan stratégique 2015-2020	7
Remerciements à nos membres et partenaires	8
Résultats pour 2016-2017	
Recherche, méthodologie et produits d'information	10
Éducation et perfectionnement professionnel	13
Partage des connaissances et réseautage	16
Durabilité et reddition de comptes	19
Cibles pour 2017-2018	22
Rapport de la direction et États financiers audités	24

Message conjoint du Président du conseil d'administration et du Président-Directeur général



JIM SYLPH, FCPA, FCA ICD.D
Président du conseil d'administration



JOHN REED, M.E.S
Président-directeur général

Nous avons le plaisir de vous présenter notre Rapport annuel aux membres pour 2016-2017, année qui a vu non seulement de grands changements pour la Fondation, mais aussi la réaffirmation des principes fondamentaux qui sont à l'origine de sa création.

Au terme de la deuxième année de notre plan stratégique quinquennal, nous avons accompli énormément de choses, l'une des plus importantes étant le rafraîchissement d'un aspect essentiel de notre identité. En effet, nous sommes devenus la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation. Depuis 1980, notre organisation existait sous la dénomination de « Canadian Comprehensive Auditing Foundation – La Fondation canadienne pour la vérification intégrée » (et plus récemment la CCAF-FCVI). Cependant, après consultation auprès de nos membres, le conseil d'administration et la haute direction ont pris la grande décision d'adopter une nouvelle dénomination qui reflèterait mieux ce que nous faisons et ce que nous sommes, et qui représenterait clairement le concept fondamental que nous souhaitons promouvoir, à savoir une meilleure reddition de compte aux citoyens.

Comme vous le remarquerez en lisant ce rapport, pour accompagner cette nouvelle dénomination, nous avons choisi comme nouveau logo un triangle qui symbolise les relations redditionnelles entre les parlementaires, les dirigeants gouvernementaux et les auditeurs – principaux acteurs de la responsabilisation que nous servons. Nous avons aussi lancé un nouveau site Web afin de permettre à nos membres et parties prenantes d'accéder plus facilement aux produits et services que nous leur proposons, et de les informer de nos activités. Tout ce processus nous a rappelé les principes essentiels du service public – une meilleure reddition de comptes et de meilleurs résultats pour les citoyens, ainsi que les raisons pour lesquelles le travail que nous faisons est si important.

Le rapport de cette année est notre premier dans nos nouvelles fonctions – Jim Sylph en tant que président du conseil d'administration et John Reed en tant que président-directeur général. Nous avons tous deux pu compter sur le soutien du [conseil d'administration](#) et de la haute direction. Nous souhaitons remercier, en particulier, le président sortant Brian Bost pour l'engagement et le leadership dont il a fait preuve pendant ces trois dernières années. Nous lui sommes reconnaissants de continuer à transmettre son savoir et son expérience en tant que membre du conseil d'administration.

Au cours de l'année écoulée, nous avons proposé de nouveaux produits et services sur un certain nombre de fronts. Nous avons lancé notre cours récemment mis à jour sur la rédaction de rapports efficaces. Avec neuf séances organisées en 2016–2017, ce cours continue d'être très demandé et hautement apprécié. Nous avons aussi organisé notre tout premier sommet des futurs leaders – un événement d'une semaine qui a rassemblé un excellent groupe d'auditeurs venus de tout le Canada. En 37 ans d'existence, nous avons organisé **plus de 400 cours pour plus de 8 000 auditeurs**. En outre, en 2016–2017, nous avons mis en œuvre sept ateliers pour des comités des comptes publics (CCP) au Canada et à l'étranger, ce qui porte à **plus de 60 le nombre d'ateliers organisés** à l'intention des CCP ces dix dernières années.

Notre Programme international a lui aussi atteint un tournant cette année. En effet, nous arrivons au terme de l'édition quinquennale de notre Programme international d'aide à la surveillance

législative, dans le cadre duquel nous avons décerné **28 diplômes**, accueilli en stage **16 cadres supérieurs** et organisé **36 ateliers** à l'étranger pour **plus de 800 participants**. En 37 ans d'existence, **251 boursiers** issus de **53 pays** ont été diplômés dans le cadre des différentes éditions de notre Programme international. Nos diplômés ont fait de brillantes carrières – **11 sont devenus auditeurs généraux ou l'équivalent** et beaucoup ont atteint de hautes fonctions au sein de leur bureau.

Tandis que nous poursuivons la mise en œuvre de notre plan stratégique, nous continuons à faire tout notre possible pour servir au mieux nos membres. Qu'il s'agisse de les consulter et de les faire participer à l'élaboration de nos guides pratiques et autres produits, ou de les réunir à des conférences, symposiums et autres événements, nous sommes déterminés à les aider à devenir plus efficaces et au final à servir l'intérêt supérieur du public.

Nous tenons à saluer les nouveaux membres qui ont rejoint la Fondation et adhéré à sa mission, à savoir les auditeurs généraux des villes de Calgary, d'Edmonton, de Toronto et de Winnipeg. Nous comptons désormais parmi nos membres les auditeurs généraux ou chefs d'audit de **plus de 17 municipalités de tout le Canada**. Nous souhaitons également remercier la communauté des auditeurs législatifs des paliers fédéral et provincial pour leur immense soutien. Sans leur aide, notre travail ne serait pas possible.

Avec le soutien de nos membres, notre objectif ultime est d'améliorer la vie des citoyens. En effet, en améliorant les relations redditionnelles entre toutes les parties concernées, ainsi que l'efficacité et l'efficience des gouvernements, l'argent des contribuables est dépensé de manière optimale et les citoyens reçoivent de meilleurs services de leur gouvernement. Nous sommes convaincus que nos réalisations, telles que décrites dans ce rapport, servent ces relations redditionnelles et l'intérêt supérieur du public.

NOTRE VISION

Être une organisation reconnue comme un leader mondial du savoir dans le domaine de l'audit de performance.

NOTRE MISSION

Encourager et consolider l'audit de performance, la surveillance et la reddition de comptes dans le secteur public, au Canada et à l'étranger, grâce à la recherche, à l'éducation et au partage des connaissances.

Nouvelle dénomination... Nouveau site Web

En 2016-2017, nous nous sommes lancés dans l'aventure passionnante de l'adoption d'une nouvelle dénomination, 37 ans après notre création en tant que « Fondation canadienne pour la vérification intégrée ».

CANADIAN AUDIT
& ACCOUNTABILITY
FOUNDATION
*Advancing public sector audit,
oversight and governance*



FONDATION CANADIENNE
POUR L'AUDIT ET
LA RESPONSABILISATION
*Faire avancer l'audit, la surveillance et
la gouvernance dans le secteur public*

Ce que signifie notre nouvelle dénomination

Notre nouvelle dénomination a été soigneusement choisie. Nous avons conservé les termes « **canadienne** » afin de marquer clairement notre identité nationale et « **fondation** » pour refléter notre statut d'association sans but lucratif et l'importance que nous accordons à la recherche.

Nous avons choisi le terme « **responsabilisation** » pour mettre en avant notre croyance ancrée de longue date dans l'importance de la reddition de comptes dans le secteur public. Depuis 37 ans, la responsabilisation est un thème récurrent et persistant dans nos travaux de recherches et dans la mise en œuvre de nos programmes. Nous croyons fermement qu'un gouvernement doit rendre des comptes aux citoyens sur l'utilisation des ressources publiques ainsi que sur le mode de prestation choisi pour fournir les biens et les services publics. De plus, nous sommes profondément convaincus que pour assurer une reddition de comptes efficace dans notre système parlementaire, toutes les parties liées par les instruments de reddition de comptes — les organes de surveillance, les ministères et les organismes publics, ainsi que les auditeurs — ont des rôles importants et interdépendants à jouer. Cette relation est parfois représentée sous la forme d'un triangle. Notre nouveau logo est la représentation graphique de notre engagement à l'égard des trois sommets de ce triangle.



Un nouveau site Web

Nous avons lancé un nouveau site Web entièrement modernisé afin de mieux servir nos membres. Désormais, il vous sera plus facile que jamais de trouver l'information que vous cherchez.

Si vous souhaitez connaître plus en détail les raisons pour lesquelles nous avons changé de dénomination, rendez-vous sur notre [site Web](#).



OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 1

Recherche,
méthodologie
et produits
d'information

Faire progresser le savoir, les connaissances et les pratiques en menant des recherches, en élaborant des méthodes et en fournissant des renseignements opportuns sur les normes et les pratiques.

- 1.1 Mener des recherches afin d'améliorer les connaissances et de stimuler l'innovation dans les domaines de l'audit de performance, de la surveillance et de la reddition de comptes.
- 1.2 Élaborer et tenir à jour des outils méthodologiques et des produits d'information afin d'aider les auditeurs de performance à appliquer les normes professionnelles.
- 1.3 Élaborer et tenir à jour des outils méthodologiques et des produits d'information afin d'aider les députés et autres utilisateurs d'informations sur la performance à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de surveillance.

OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 2

Éducation et
perfectionnement
professionnel

Renforcer les connaissances et les compétences des auditeurs de performance et des membres d'organes de surveillance en organisant des activités d'apprentissage et de développement des capacités.

- 2.1 Élaborer, tenir à jour et organiser des cours et des activités d'apprentissage en ligne à propos des compétences et des normes professionnelles pour les auditeurs de performance au Canada.
- 2.2 Élaborer et organiser des ateliers et des activités d'apprentissage en ligne afin de contribuer au renforcement des organes de surveillance au Canada.
- 2.3 Élaborer et organiser des stages, des activités de mentorat, des cours et des ateliers pour les membres des institutions supérieures de contrôle (ISC) des pays en développement partenaires.
- 2.4 Élaborer et organiser des ateliers et d'autres activités de soutien pour les organes de surveillance dans les pays en développement partenaires.
- 2.5 Encourager l'utilisation d'outils et de méthodes pour la mesure de la performance, l'établissement de rapports et l'assurance de la qualité dans les bureaux d'audit.

OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 3

Partage des
connaissances
et réseautage

Favoriser les échanges et le réseautage entre membres, partenaires et parties prenantes afin d'encourager la collaboration, le partage des connaissances et les discussions sur des sujets d'intérêt commun.

- 3.1 Encourager et stimuler les activités de partage de l'information et les possibilités de réseautage pour permettre aux auditeurs, aux législateurs et aux autres parties de partager leurs connaissances, leurs outils et leurs compétences sur les divers enjeux et pratiques.
- 3.2 Améliorer la collaboration, l'harmonisation et le partage des connaissances entre les partenaires, les ISC et leurs organisations régionales.

OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 4

Durabilité et
reddition de
comptes

Être une organisation durable qui possède les ressources adéquates et qui rend compte à ses membres, ses partenaires et ses parties prenantes.

- 4.1 Diversifier les sources et les types de financement et de soutien en nature et nouer des partenariats de collaboration au Canada et à l'étranger.
- 4.2 Développer et renforcer continuellement les ressources humaines de l'entité ainsi que sa capacité organisationnelle.
- 4.3 Améliorer la connaissance, la compréhension et l'utilisation des produits et services.
- 4.4 Élaborer et mettre en œuvre un cadre pour la mesure de la performance organisationnelle et la présentation d'un rapport à cet égard.

Notre vision

Être une organisation reconnue comme un leader mondial du savoir dans le domaine de l'audit de performance.

Notre mission

Encourager et consolider l'audit de performance, la surveillance et la reddition de comptes dans le secteur public, au Canada et à l'étranger, grâce à la recherche, à l'éducation et au partage des connaissances.

Nos valeurs

Collaborer avec nos membres, nos partenaires et nos parties prenantes;

proposer des produits et des services d'excellente qualité;

privilégier l'innovation dans tout ce que nous faisons.

Nos collaborations

Nous collaborons avec les membres, partenaires et parties prenantes ci-après :

Les auditeurs législatifs canadiens, autres auditeurs de la performance et leurs entités;

Les institutions supérieures de contrôle (ISC) à l'étranger et leurs organisations régionales;

Les organes de surveillance, les hauts fonctionnaires et toutes les autres personnes qui préparent ou utilisent l'information sur la performance;

Les organismes professionnels qui proposent des normes, des conseils et des activités de perfectionnement professionnel aux auditeurs de performance;

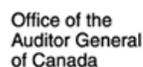
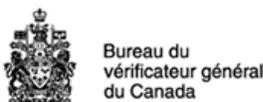
Les agences de développement qui contribuent à mettre en œuvre nos travaux dans les pays en développement;

Le milieu universitaire et les organismes non gouvernementaux.

Remerciements à nos membres et partenaires

Nos membres et partenaires jouent un rôle essentiel dans tous les aspects de notre organisation – de l’apport de fonds à la fourniture et à la préparation de contenus pour nos programmes et services, en passant par la mise en œuvre de programmes au Canada et à l’étranger. Leur contribution nous permet de proposer des programmes et services qui sont utiles et pertinents pour nos communautés de membres. La force d’une organisation comme la Fondation canadienne pour l’audit et la responsabilisation repose sur sa capacité à créer une communauté faite de parties prenantes diverses et variées, qui sont déterminées à faire avancer l’audit, la surveillance et la reddition de comptes dans le secteur public au Canada et à l’étranger, et ainsi à servir toujours mieux l’intérêt public.

Nous tenons à exprimer toute notre gratitude et notre reconnaissance à l’ensemble de nos organisations membres et de nos partenaires pour leur aide et leur soutien permanents. Nous remercions tout particulièrement les membres ci-dessous de la communauté des auditeurs législatifs fédéraux et provinciaux, qui nous apportent la majeure partie de notre soutien, financier ou en nature, ainsi qu’Affaires mondiales Canada, qui finance notre Programme international.





Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



LEGAL AID ONTARIO
AIDE JURIDIQUE ONTARIO



OFFICE OF THE
AUDITOR GENERAL
MANITOBA



Nouvelle-Écosse
Bureau du vérificateur général



Île-du-Prince-Édouard
Bureau du vérificateur général



VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
DU QUÉBEC



VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
DU NOUVEAU-BRUNSWICK



Travailler ensemble
pour un monde meilleur



Ville de
Gatineau
Vérificateur général



Bureau du vérificateur
général de Laval



Bureau du vérificateur général



Bureau de la vérificatrice générale



Ville de
Saguenay
au service du citoyen
Office of the Auditor General



Vérificateur général
de la Ville de Montréal



Vérificateur général



Bureau du vérificateur
général



PROVINCIAL AUDITOR
of Saskatchewan



AUDITOR GENERAL
Halifax Regional Municipality



VÉRIFICATEUR
GÉNÉRAL
DE LA VILLE DE
TERREBONNE



Bureau du vérificateur
général

Recherche, méthodologie et produits d'information

Faire progresser le savoir, les connaissances et les pratiques...

Des bonnes pratiques pour les auditeurs de performance – Notre série de Guides pratiques

Nous continuons de proposer à nos membres les renseignements et les conseils les plus récents sur tout un éventail de thèmes. Notre série de Guides pratiques aide les auditeurs de performance à planifier et mener des audits ainsi qu'à préparer des rapports à cet égard.



- Nos derniers guides en date portent sur l'audit des revenus pétroliers et gaziers, et sur l'audit des revenus miniers (le lancement de ce guide est prévu pour septembre 2017).
- Faisant fond sur le succès de notre guide sur l'audit de l'égalité des sexes, publié l'an dernier, nous venons de publier un nouveau guide sur ce thème.
- Nos membres peuvent aussi accéder à nos guides sur l'audit de la surveillance et de l'efficience.

Visionnements – Guides pratiques, documents de la série « Pleins feux », et documents de travail

7291
2016-2017

4505
2015-2016

La sélection et la planification pluriannuelle des audits – comprendre les options

Notre [document de travail](#) le plus récent traite des approches que les bureaux d'audit peuvent adopter pour sélectionner des thèmes d'audit et préparer un plan pluriannuel, selon leurs besoins et leur situation. Reposant sur des recherches approfondies, il contient les expériences et les points de vue de 15 bureaux d'audit canadiens et étrangers.

- Nos [documents de travail](#) sont accessibles à tous! Naviguez dans notre site Web pour trouver nos documents sur divers thèmes, notamment l'audit des partenariats public-privé; les relations entre le comité des comptes publics et l'auditeur général; l'augmentation de l'impact des audits de la performance environnementale; et l'analyse des causes profondes.



VIGIE AUDIT



1410

visionnements –
Base de données
et Bulletin de Vigie
Audit

Vigie Audit – Une ressource indispensable pour les auditeurs

La diffusion des connaissances et la compréhension de ce qui se passe dans l'ensemble de la communauté sont importantes pour aider les auditeurs de performance à mener leurs audits. [Vigie Audit](#) donne aux auditeurs un accès instantané à 6 000 rapports d'audit et autres documents provenant de 50 bureaux d'audit du monde entier. *Vigie Audit* est aussi un précieux outil pour les chercheurs et autres professionnels qui compilent des données sur des thèmes spécifiques.



52

collectivités
publiques couvertes
par Vigie Audit

- La [Base de données de Vigie Audit](#) permet d'accéder facilement aux documents en effectuant une recherche par thème ou autres critères.
- Le [Bulletin de Vigie Audit](#) et la [série « Pleins feux »](#) fournissent une vue d'ensemble et une analyse plus détaillée des documents repris dans la base de données.

L'[Inventaire de documents sur l'audit de performance](#) est un document téléchargeable qui contient des hyperliens vers des pratiques exemplaires, des documents de travail, des listes de contrôle, des outils d'auto-évaluation et d'autres ressources du monde entier.



5752

documents dans la
base de données

La surveillance parlementaire – améliorer l'efficacité des comités des comptes publics

Depuis 2005, nous menons un programme de recherche visant à aider les comités des comptes publics (CCP) à améliorer leur efficacité. Notre « trousse à outils », intitulée [La surveillance parlementaire – les comités et leurs liens](#), fournit aux membres des CCP, aux greffiers et aux chercheurs, des conseils sur des thèmes comme les préparatifs en vue d'une audience, la rédaction du rapport et le travail de suivi, ainsi qu'un guide à l'intention des témoins. Nos membres peuvent aussi accéder à notre document-phare [Les attributs d'un comité des comptes publics efficace](#) et à notre [Étude comparative de pratiques à l'étranger](#).

Nous avons récemment publié un nouveau document de travail : [Nouer et entretenir des relations efficaces entre l'auditeur général et le comité des comptes publics](#).



0,3

seconde pour repérer

623

rapports sur la santé

Dès septembre 2017, nous prévoyons lancer une nouvelle publication : *La responsabilisation en action*. Proposant 15 bonnes pratiques pour les comités des comptes publics, cet important document novateur deviendra LA référence permettant aux CCP de comprendre comment ils pourront et devront être efficaces.

CIBLES POUR 2016-2017

RÉSULTATS POUR 2016-2017

Publier 2 Guides pratiques...	Publication du <i>Guide pratique sur l'audit des revenus pétroliers et gaziers et des garanties financières pour l'assainissement des sites</i> – octobre 2016. ✔
	Achèvement de la rédaction de la majeure partie du <i>Guide pratique sur l'audit des revenus miniers et des garanties financières pour l'assainissement des sites</i> – publication prévue à l'automne 2017. ⚡
Publier 2 documents de travail...	Publication du document <i>Approches à l'égard de la sélection et de la planification pluriannuelle des audits</i> – décembre 2016. ✔
	Achèvement de la rédaction de la majeure partie du document <i>Nouer et entretenir des relations efficaces entre l'auditeur général et le comité des comptes publics</i> – publié au printemps 2017. ⚡
Publier le numéro 4 de la série « Pleins feux »...	Publication de <i>Pleins feux sur la planification à long terme</i> reportée à l'exercice 2017-2018. ✘
Mettre à jour la Base de données de Vigie Audit...	Étoffement du contenu de la base de données d'environ 18 %. ✔
Publier le bulletin trimestriel de Vigie Audit...	Publication de 4 bulletins de <i>Vigie Audit</i> . Ce produit est désormais abandonné. ✔
Étendre <i>Vigie Audit</i> à de nouvelles collectivités publiques...	Extension de <i>Vigie Audit</i> afin d'englober les 4 nouveaux membres. ✔
	Publication d'un nouveau rapport : Inventaire de documents sur l'audit de performance. Compilation de publications récentes du monde entier – janvier 2017. ✔
Commencer la mise à jour et la révision de nos contenus fondamentaux sur la surveillance parlementaire...	Élaboration presque entièrement terminée d'une nouvelle étude – <i>La responsabilisation en action</i> – publication prévue pour septembre 2017. ⚡
Refondre la section de notre site Web consacrée à la surveillance parlementaire afin d'améliorer l'accès aux ressources...	Refonte et lancement de la section en même temps que le lancement du nouveau site Web en mai 2017. ✔
Concevoir et mettre en œuvre de nouveaux outils de développement des capacités pour les CCP...	Mise en œuvre d'un outil d'auto-évaluation pour les CCP dans 2 collectivités publiques. ✔
	Conception et mise en œuvre d'un cadre d'évaluation des audiences sur les Comptes publics. ✔
Poursuivre les consultations visant à recenser des thèmes pour l'élargissement du programme de recherche...	Organisation d'un Forum pour les leaders éclairés en partenariat avec d'autres organisations – Forum prévu initialement pour mars 2017, puis reporté. Sa tenue sera envisagée pour 2017-2018. ✘
Mener des recherches sur la gouvernance municipale afin d'aider la communauté des auditeurs municipaux...	Travaux de recherches menés en partenariat avec CPA Canada, l'Institut des auditeurs internes du Canada et d'autres organisations. La Fondation travaille avec la communauté des auditeurs municipaux afin de trouver le meilleur moyen de répondre à leurs besoins. ⚡



Fait



Partiellement fait



Pas fait

Éducation et perfectionnement professionnel

Renforcer les connaissances et les compétences des auditeurs de performance et des membres d'organes de surveillance...

Le succès du cours sur la rédaction de rapports efficaces

Notre cours sur la [Rédaction de rapports efficaces](#) a été très demandé cette année. En effet, sur les 16 séances de formation organisées, 9 lui ont été consacrées. Ce cours a été élaboré par de grands spécialistes de la communication et animé par la Fondation, notre équipe de collaborateurs et des représentants des bureaux des auditeurs généraux de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Canada et du Nouveau-Brunswick. Conçu pour tenir compte d'un paysage de l'information en perpétuelle évolution, il porte sur la rédaction et l'organisation des constatations d'audit ainsi que sur l'amélioration des rapports d'audit à l'aide de techniques modernes de présentation de l'information qui permettront aux audits d'avoir un impact maximum et aux rapports d'être compris par un plus vaste lectorat.

Nos activités de développement des capacités en matière d'audit et de surveillance organisées à l'étranger

Nous avons continué d'aider les institutions supérieures de contrôle du Cameroun, du Ghana, de la Tanzanie et du Vietnam, en cette dernière année de l'[édition 2012-2017 de notre Programme international](#). En mai, huit boursiers ont été diplômés et en août, nous avons accueilli les derniers boursiers de ce programme quinquennal.



Parmi nos autres activités, citons un programme de stage de deux semaines au Canada pour des cadres d'institutions supérieures de contrôle partenaires consacré à la sélection et à la planification pluriannuelle des audits; une formation sur l'audit de performance animée au Vietnam par des diplômés de notre Programme international et des ateliers régionaux organisés en Afrique et animés conjointement par quelques-uns de nos diplômés, qui ont ainsi démontré leurs connaissances et leurs qualités de leadership; et des ateliers pour les comités de surveillance parlementaire de la Tanzanie et de l'assemblée législative du Vietnam.

TÉMOIGNAGES :

« Grâce à ce cours, je vais améliorer mes techniques de communication écrite et rédiger de meilleurs rapports pour mes lecteurs. »

« Excellent atelier! Beaucoup de conseils judicieux pour améliorer l'impact de nos rapports. »

Cours de formation sur l'audit de performance

Professionnels de l'audit

Note de satisfaction de



Boursiers diplômés



Note de satisfaction des boursiers à l'égard du Programme international



Cadres stagiaires



Note de satisfaction des cadres stagiaires à l'égard du Programme international



TÉMOIGNAGES :

« Je suis prêt à contribuer à l'instauration de l'audit de performance au sein de mon ISC, ainsi qu'au développement de notre société. »

« Il est évident que je me perfectionne. Mon projet de plan d'audit en est un bon exemple. Je suis fier des améliorations que j'apporterai à mes prochains audits. »



Une année chargée pour la surveillance parlementaire

Nous nous sommes appuyés sur [nos ressources et documents de formation mis à jour](#) pour organiser des [ateliers d'orientation](#) sur mesure pour les comités des comptes publics (CCP) ou équivalents du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve-et-Labrador, du Vietnam et de la Tanzanie.

De plus, nous avons conçu un nouvel outil pour aider les CCP à s'auto-évaluer en regard des attributs d'un comité des comptes publics efficace. À la demande du CCP de l'Alberta, nous avons animé un atelier spécial d'auto-évaluation reposant sur cet outil.

À la demande du CCP fédéral, nous avons évalué une audience que celui-ci a tenue sur les Comptes publics du Canada afin de l'aider à améliorer ses futures audiences dans ce domaine. À cette fin, nous avons élaboré, avec le soutien du Bureau du vérificateur général du Canada, du Bureau du contrôleur général du Canada et du ministère des Finances du Canada, un nouvel ensemble de bonnes pratiques, qui reposent sur notre bloc actuel de connaissances, nos études internationales et des entretiens avec les principales parties prenantes.

TÉMOIGNAGES :

« J'ai beaucoup apprécié cette séance d'orientation. Avant, tout ce que je savais c'est ce que signifiait l'abréviation CCP. Aujourd'hui, je comprends le rôle du comité; je pourrai contribuer à ses travaux et je suis encouragé par le fait que le comité se veut apolitique. »

« Cet atelier devrait être offert à chaque début de mandat d'un nouveau gouvernement. »

Ateliers au Canada pour membres de CCP

5
2016-2017

37
depuis 2006

Note de satisfaction de



4,75
sur 5

CIBLES POUR 2016-2017

RÉSULTATS POUR 2016-2017

AUDIT DE PERFORMANCE AU CANADA

Organiser des webinaires éducatifs...	Tenue d'un webinaire sur l'audit des partenariats public-privé – organisé le 27 septembre 2016, avec un taux de satisfaction des participants de 89 %.	✓
	Tenue d'un webinaire sur l'audit de l'efficacité – coanimé avec l'Institut des auditeurs internes du Canada.	✓
Organiser des cours de formation sur l'audit de performance, selon la demande...	Tenue de 16 présentations : Les principes de base de l'audit de performance – 3 présentations; Formation supérieure en audit de performance – 1 présentation; La collecte et l'analyse des éléments probants – 3 présentations; La rédaction de rapports efficaces – 9 présentations.	✓
Élaborer un nouveau module de formation...	Élaboration de contenus pour le Sommet des futurs leaders (formation sur le leadership), dont les éléments seront intégrés dans nos produits de base en matière de formation.	✓
Aider le Comité chargé de la surveillance de la formation du CCVL à élaborer le profil de compétences et le programme de formation en audit de performance, et contribuer au Réseau d'apprentissage en matière d'audit...	Participation aux réunions de sous-comité et aide à la mise en correspondance du programme de formation avec les compétences du CCVL.	✓
	Fourniture de conseils sur les compétences nouvellement définies.	✓

COMITÉS DES COMPTES PUBLICS OU DE SURVEILLANCE AU CANADA

Organiser des ateliers pour les CCP, selon la demande...	Tenue de 5 ateliers (fédéral; Alberta; Nouveau-Brunswick; Manitoba; Terre-Neuve-et-Labrador).	✓
Réviser et mettre à jour les ateliers destinés aux CCP à partir des recherches et des contenus actualisés...	Évaluation et révision du contenu des ateliers, et création d'une liste de modules pour les CCP afin qu'ils choisissent ceux répondant à leurs besoins.	✓
	Création d'un nouvel atelier sur l'examen et la compréhension des comptes publics.	✓
Évaluer la demande et la faisabilité concernant la conception d'ateliers de développement des capacités pour les organes de surveillance du palier municipal...	Poursuite des travaux avec la communauté des auditeurs municipaux afin d'établir la demande. En cours.	–

PROGRAMMES INTERNATIONAUX

Mener à terme le Programme international 2015-2016 pour 8 boursiers...	Cameroun (2); Ghana (2); Tanzanie (2); Vietnam (2) – Stages effectués dans les bureaux des auditeurs législatifs du Canada, du Québec, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique.	✓
Commencer le Programme international 2016-2017 pour 6 boursiers...	Cameroun (1); Ghana (2); Tanzanie (1); Vietnam (2) – Stages commencés dans les bureaux des auditeurs législatifs du Canada, de l'Alberta et du Nouveau-Brunswick.	✓
Continuer à organiser des formations en audit de performance dans les 4 pays partenaires du Programme international d'aide à la surveillance législative...	Tenue de 3 cours sur l'audit de performance au Vietnam, animés par des boursiers diplômés, et mise en œuvre des modules 2 et 3 du cours régional avec l'AFROSAI-E (participation de la Tanzanie et du Ghana).	✓
	Rencontre avec la direction et les équipes d'audit de l'institution supérieure de contrôle du Cameroun afin de faire un suivi des audits; report du cours sur l'examen des rapports d'audit et le contrôle de la qualité à l'été 2017, période à laquelle les audits seront terminés.	–
	Report du cours pour les bureaux régionaux d'ISC au Ghana – tenu en août 2017.	✗
Organiser un stage pour les cadres supérieurs sur la sélection et la planification pluriannuelle des audits...	Participation de 4 cadres supérieurs d'ISC (un par pays partenaire) à un stage de deux semaines à Ottawa et formulation de propositions visant à améliorer les processus de sélection et de planification des audits dans leur ISC.	✓
Soutenir les CCP du Ghana et de la Tanzanie ainsi que l'assemblée législative du Vietnam...	Organisation d'un atelier d'orientation pour les membres du Comité du budget et des finances de l'assemblée législative, le personnel ministériel et les cadres supérieurs de l'ISC du Vietnam.	✓
	Organisation d'un atelier d'orientation pour les membres du Comité de surveillance de la Tanzanie (46 participants).	✓
	Report de l'atelier pour le CCP du Ghana – tenu en juin 2017.	✗
Soutenir la mise en œuvre du cadre de mesure de la performance de l'INTOSAI et faire le suivi des examens de la qualité au Ghana et en Tanzanie...	Aide à la mise en œuvre du cadre de mesure de la performance au Vietnam en soumettant à un examen de l'assurance de la qualité la version provisoire du rapport d'évaluation de l'ISC, et organisation d'une formation sur le cadre de mesure de la performance pour nos boursiers.	✓
	Participation à un examen de suivi sur l'assurance de la qualité au Ghana.	✓
	Contribution à la formation régionale de l'AFROSAI-E sur l'assurance de la qualité.	✓



Fait



Partiellement fait



Pas fait

Partage des connaissances et réseautage

Favoriser les échanges et le réseautage entre membres, partenaires et parties prenantes...

Le rassemblement des communautés

Ces dernières années, nous avons collaboré avec la communauté des auditeurs municipaux afin d'accroître la communication et les discussions sur des sujets d'intérêt commun.

Nous avons commencé par organiser en 2014 un premier évènement pancanadien sur l'audit municipal, qui a rassemblé des participants de 16 municipalités de tout le pays pour discuter de sujets d'intérêt commun. Nous avons ensuite poursuivi nos initiatives en aidant des auditeurs généraux du palier municipal et leur personnel à participer au Symposium sur l'audit de performance du Conseil canadienne des vérificateurs législatifs (CCVL) de 2015 et plus récemment à celui d'avril 2016.

Nous continuons de soutenir le CCVL et le Conseil canadien des comités des comptes publics à leur conférence annuelle. À la conférence de 2016, qui s'est tenue à Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest), notre directrice de la surveillance, Lesley Burns, a animé une séance pour les membres de comités des comptes publics sur l'optimisation de leur performance.



4/5

Note de satisfaction moyenne pour nos séances à la conférence du CCVL-CCCCP



76,5 %

des participants au Symposium sur l'audit de performance ont trouvé nos séances utiles ou très utiles

La collaboration et le partenariat – La grande force de notre Programme international

Cette année, nous avons continué à mobiliser de nombreux et généreux partenaires canadiens pour des activités de notre Programme, notamment le Bureau du vérificateur général du Nouveau-Brunswick, qui a accueilli pour la première fois nos boursiers. Notre collaboration continue avec l'INTOSAI, ses associations régionales et d'autres partenaires du développement a de nouveau permis à nos institutions supérieures de contrôle partenaires de vivre d'excellentes expériences en matière de formation et de partage des connaissances. Nous sommes particulièrement ravis de participer aux efforts internationaux visant à aider les institutions supérieures de contrôle à auditer les Objectifs de développement durable des Nations Unies. Dans ce contexte, la Fondation se positionne comme un chef de file mondial en ce qui concerne l'audit de l'égalité des sexes.



155

participants à des cours de formation sur l'audit de performance et sur la surveillance organisés à l'étranger

TÉMOIGNAGE :

« Le niveau d'engagement des instructeurs ainsi que leur souci du détail m'ont été très enrichissants. J'ai aussi beaucoup apprécié les exposés présentés par les bureaux d'audit législatif des provinces et les visites au Bureau du vérificateur général du Canada, à l'Unité des services internes du ministère de la Justice Canada et au Comité des comptes publics à Ottawa. Les connaissances acquises lors de ces formations m'aideront à élaborer un plan d'audit exhaustif et pluriannuel qui nous permettra d'aborder la plupart des préoccupations de nos principales parties prenantes dans l'accomplissement de notre mandat. » – Participant du Ghana



Participants à l'édition inaugurale du Sommet des futurs leaders, accompagnés de l'auditeur général (AG) ou du représentant de leur bureau lors du Symposium sur l'audit de performance du CCVL tenu à Toronto (Ontario).

Rangée avant (de gauche à droite) – Norm Ricard (AG Man.), Judy Ferguson (auditrice provinciale Sask.), Carol Bellringer (AG C.-B.), Tracey Janes (C.-B.), Alexandre Boucher (Can.), Jason Shaw (Sask.), John Zabos (Alb.), Dianna Kane (T.-N.-L.), Stephanie Lewis (T.-N.-L.), Benjamin Janzen (Man.), Jean Becker (Alb.), Sophie Gagné (Qc), Sandra Cohen (AG adjointe T.-N.-L.), Guylaine Leclerc (vér. gén. Qc).

Rangée arrière (de gauche à droite) – Stuart Barr (vér. gén. adjoint, Can.), Gabriel Botel (C.-B.), Jeff Marson (N.-B.), Melissa Miller (Can.), Lucie Després (Can.), Joëlle Paquet (Qc), Justin Ellis (Î.-P.-É.), Stuart Smith (Can.), Jonathan Stoesz (Man.), Emmanuel Caron (Qc), Merwan Saher (AG Alb.), Jane MacAdam (AG Î.-P.-É.), Kim MacPherson (vér.gén. N.-B.)

Le sommet des futurs leaders

En février, nous avons organisé notre tout premier sommet des futurs leaders. Ce sommet de cinq jours, organisé sous la forme d'une retraite, doit en grande partie son succès à l'envergure et à la qualité de ses participants. Animé par Laurie Rose, collaboratrice de la Fondation, et par une de nos équipes, il a accueilli 18 participants – tous des leaders émergents – issus de neuf bureaux d'audit législatif de tout le Canada. Son programme comprenait une formation de haut niveau sur le leadership, des exposés présentés par des conférenciers invités et des séances de travail sur les défis en matière d'innovation.

En consacrant notre sommet aux défis en matière d'innovation, sur lesquels les participants ont travaillé avant, pendant et après leur participation, notre objectif était de donner à ceux-ci un moyen de contribuer à l'innovation et à l'évolution des pratiques au sein de leur bureau et de leur communauté en général, et donc, d'appliquer les compétences en leadership acquises pendant le sommet.

Les défis en matière d'innovation pour les leaders émergents portaient sur les thèmes suivants :

- **Thème 1 : La mobilisation des parties prenantes externes**
- **Thème 2 : L'optimisation de l'efficacité des audits**
- **Thème 3 : La démonstration de l'utilité et la communication à cet égard**

En avril, les leaders émergents ont eu l'occasion de faire des exposés sur les défis en matière d'innovation au Symposium 2017 sur l'audit de performance du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL).



TÉMOIGNAGES :

« Merci, merci et encore merci pour tout le temps et tout l'effort que vous avez consacrés à cette formation. Je me sens vraiment choyé d'avoir pu participer à cette activité. »

« Je comprends mieux mes forces et mes faiblesses en tant que leader... ce que je dois améliorer... afin d'atteindre mon plein potentiel et d'inciter les gens avec qui je travaille à atteindre le leur. »

« L'occasion de travailler avec des collègues sur les défis en matière d'innovation était super. Quelle belle occasion de faire la connaissance de collègues d'un bout à l'autre du Canada! Cela nous sera très utile dans les années à venir. »

CIBLES POUR 2016-2017

RÉSULTATS POUR 2016-2017

Préparer et organiser le sommet des futurs leaders pour les auditeurs de performance du Canada...	Présence de 18 participants issus de 9 bureaux d'audit législatif des paliers fédéral et provincial au sommet de 5 jours sur le leadership organisé à Ottawa. De l'avis de tous les participants, ce sommet a été de « très bon » à « excellent ».	✓
Soutenir le Symposium sur l'audit de performance du CCVL...	Aide à la préparation et à la mise en œuvre du symposium d'avril 2016, et à la préparation de celui de 2017. Avis positif des participants sur les séances.	✓
Soutenir la Conférence annuelle du CCCCP et du CCVL...	Aide à la collectivité publique hôte (Territoires du Nord-Ouest) pour préparer l'évènement. Avis positif des participants concernant nos séances.	✓
Encourager les possibilités de réseautage pour les auditeurs généraux du palier municipal au Canada...	Aide aux auditeurs municipaux du Canada afin qu'ils participent au Symposium annuel sur l'audit de performance du CCVL en avril 2016.	✓
Aider le CCVL pour son audit collaboratif sur le changement climatique...	Aide apportée selon les besoins tout au long de l'année.	✓
Poursuivre les initiatives liées à la Bourse d'études commémorative Ronald C. Thompson...	Bourse 2015-2016 attribuée à Betsaleel Joseph.	✓

PROGRAMME INTERNATIONAL

Continuer à participer aux activités d'échange d'information de l'INTOSAI et des associations régionales d'ISC...	Réalisation d'exposés aux assemblées annuelles de l'AFROSAI-E (2) et du CREFIAF (1), et présence à l'INCOSAI.	✓
	Collaboration avec l'AFROSAI-E afin d'organiser des activités de formation régionales.	✓
Travailler en coordination avec nos partenaires internationaux pour l'élaboration du nouveau projet de programme international...	Élaboration et soumission d'un projet à Affaires mondiales Canada, après consultation de nos partenaires internationaux (dont l'AFROSAI-E et le CREFIAF) et de nos partenaires de mise en œuvre du programme.	✓
Aider un pays partenaire du Programme international à participer à la réunion annuelle du Groupe de travail sur le contrôle des industries extractives...	Aide au Vietnam pour participer à la réunion organisé au Kenya.	✓
Aider à réviser le recueil des normes internationales en matière d'audit de performance de l'Initiative de développement de l'INTOSAI afin d'y intégrer l'égalité des sexes, les droits de la personne et des références aux Objectifs de développement durable...	Fourniture de conseils concernant l'audit de l'égalité des sexes pour l'élaboration du guide sur l'audit de performance de l'Initiative de développement de l'INTOSAI.	✓
	Collaboration avec l'INTOSAI et l'Initiative de développement de l'INTOSAI afin d'élaborer des conseils et des cours de formation sur l'audit de la réalisation des Objectifs de développement durable. Publication prochaine d'un guide pratique sur l'audit de l'égalité des sexes (ODD 5) dans le cadre des Objectifs de développement durable.	✓



Fait



Partiellement fait



Pas fait

Durabilité et reddition de comptes

Être une organisation durable qui possède les ressources adéquates et qui rend compte à ses membres...

La Bourse d'études commémorative Ronald C. Thompson – Récompenser les dirigeants de demain

Les deux récipiendaires les plus récents de la Bourse d'études commémorative Ronald C. Thompson sont Heather Ogilvie (2017) et Betsaleel Joseph (2016).

En partenariat avec l'Université Carleton, nous versons une dotation à cette bourse, attribuée à un étudiant ou une étudiante qui se distingue dans le programme de baccalauréat en commerce avec spécialisation en comptabilité et qui manifeste un intérêt pour l'audit et la fonction publique.

[En savoir plus sur cette bourse d'études...](#)



Bienvenue à nos nouveaux membres

En 2016-2017, nous avons eu le plaisir d'accueillir quatre nouvelles organisations parmi nos membres. Ces organisations ont rejoint les plus de [30 organisations](#) qui soutiennent la mission et la vision de la Fondation et nous aident ainsi à mieux servir l'intérêt public grâce à l'amélioration de la performance et de la reddition de comptes dans le secteur public.



Communications
fournies aux membres



Notre équipe

Nous accomplissons notre mission grâce à une équipe dévouée et à un groupe professionnel de [membres du personnel](#) et [de collaborateurs](#). Notre équipe a un vaste éventail d'expériences professionnelles, de compétences techniques et de spécialités, ainsi qu'une profonde connaissance et une compréhension aigüe des domaines qui intéressent nos membres, nos partenaires et nos parties prenantes.



[POUR CONNAÎTRE NOS COLLABORATEURS...](#)

CIBLES POUR 2016-2017

RÉSULTATS POUR 2016-2017

Continuer à appliquer le plan des ressources humaines...	Recrutement d'un président-directeur général – juillet 2016.	✓
	Recrutement d'un vice-président, Produits et services – entrée en fonction au printemps 2017.	✓
Recruter, le cas échéant, de nouveaux collaborateurs...	Recrutement de nouveaux collaborateurs pour répondre aux besoins des programmes en termes de connaissances spécialisées.	✓
Obtenir les ressources en nature requises auprès des parties prenantes...	Organisation de cours et élaboration de produits grâce au soutien en nature de nos communautés membres.	✓
	Obtention d'une aide continue et importante en nature de la part des bureaux d'audit législatif des paliers fédéral et provincial, et des bureaux d'audit de palier municipal pour l'accueil des boursiers du Programme international, le stage de cadres supérieurs étrangers au Canada et la mise en œuvre de programmes à l'étranger dans nos pays partenaires.	✓
Disposer des infrastructures appropriées (technologies de l'information, locaux)...	En cours. Recherche de locaux terminée. Négociation et signature du bail – juin 2017.	–
Poursuivre et surveiller les protocoles d'entente...	Surveillance des dispositions provisoires du protocole d'entente avec le CCVL et préparation d'un rapport à cet égard.	✓
Continuer le processus visant à concevoir un nouveau projet de programme international pluriannuel et à le soumettre à Affaires mondiales Canada...	Soumission du projet de nouveau programme à Affaires mondiales Canada – automne 2016.	✓
Encourager les recherches collaboratives avec d'autres organisations...	En cours au fil de l'élaboration des programmes.	–
Continuer de mettre en œuvre la stratégie de marque et de communication...	Approbation par les membres de notre nouvelle dénomination, à savoir Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation – 28 février 2017.	✓
	Élaboration de la stratégie de marque et de changement de dénomination – lancement en mai 2017 – mise en œuvre en cours.	✓
Lancer notre nouveau site Web refondu...	Refonte presque terminée du nouveau site Web. Lancement du site Web de concert avec celui des nouvelles dénomination et marque – mai 2017.	–
Mettre en ligne notre rapport annuel aux membres...	Publication du rapport annuel 2015-2016 – août 2016.	✓
Préparer et tenir 3 réunions du conseil d'administration et de ses comités au besoin...	Tenue de 4 réunions du conseil d'administration et de 15 réunions de comités.	✓
Préparer et tenir l'assemblée générale annuelle...	Tenue de l'assemblée générale annuelle – septembre 2016.	✓
	Tenue d'une assemblée extraordinaire des membres – février 2017.	✓



Fait



Partiellement fait



Pas fait

Cibles pour 2017-2018

OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 1 : RECHERCHE, MÉTHODOLOGIE ET PRODUITS D'INFORMATION

1.1 Mener des recherches afin d'améliorer les connaissances et de stimuler l'innovation dans les domaines de l'audit de performance, de la surveillance et de la reddition de comptes.

- Choisir et commencer la prochaine étude d'après les consultations réalisées auprès des parties prenantes.
- Publier un document de travail.
- Élaborer un document qui traite de la nécessité d'un auditeur général pour les Premières Nations et de la structure de son bureau.

1.2 Élaborer et tenir à jour des outils méthodologiques et des produits d'information afin d'aider les auditeurs de performance à appliquer les normes professionnelles.

- Publier le *Guide pratique sur l'audit des revenus miniers*.
- Publier le *Guide pratique sur l'audit de l'égalité des sexes dans le cadre des Objectifs de développement durable*.
- Commencer la rédaction du 7^e Guide pratique.
- Publier le 4^e numéro de la série « Pleins feux ».
- Mettre à jour mensuellement la *Base de données de Vigie Audit*.
- Élaborer et publier de nouveaux produits de sensibilisation pour la communauté des auditeurs.
- Mettre à jour l'*Inventaire de documents sur l'audit de performance – compilation de publications récentes du monde entier*.

1.3 Élaborer et tenir à jour des outils méthodologiques et des produits d'information afin d'aider les députés et autres utilisateurs d'informations sur la performance à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de surveillance.

- Finaliser et publier *La responsabilisation en action*.
- Réviser l'enquête sur la situation des comités des comptes publics au Canada.
- Concevoir d'autres outils de développement des capacités visant à soutenir l'efficacité des comités des comptes publics.

OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 2 : ÉDUCATION ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL

2.1 Élaborer, tenir à jour et organiser des cours et des activités d'apprentissage en ligne à propos des compétences et des normes professionnelles pour les auditeurs de performance au Canada.

- Organiser, selon la demande, des cours sur l'audit de performance.
- Préparer et organiser des webinaires thématiques and promotionnels.

2.2 Élaborer et organiser des ateliers et des activités d'apprentissage en ligne afin de contribuer au renforcement des organes de surveillance au Canada

- Organiser, selon la demande des CCP et des bureaux membres du CCVL, des ateliers de développement des capacités pour les CCP du Canada, qui sont adaptés à leurs besoins.
- Mener une évaluation des besoins en matière de formation sur la surveillance au palier municipal, et commencer l'élaboration d'ateliers en se fondant sur les résultats de cette évaluation et sur la demande.

2.3 Élaborer et organiser des stages, des activités de mentorat, des cours et des ateliers pour les membres des institutions supérieures de contrôle (ISC) des pays en développement partenaires.

- Terminer le Programme international 2016-2017.
- Mettre en œuvre le programme de stage pour les cadres supérieurs étrangers et la formation en audit de performance, y compris des ateliers au Cameroun, au Ghana et au Vietnam.

2.4 Élaborer et organiser des ateliers et d'autres activités de soutien pour les organes de surveillance dans les pays en développement partenaires.

- Organiser un atelier destiné au CCP du Ghana.

2.5 Encourager l'utilisation d'outils et de méthodes pour la mesure de la performance, l'établissement de rapports et l'assurance de la qualité dans les bureaux d'audit.

- Aider l'ISC du Vietnam à finaliser son évaluation à l'aide du cadre de mesure de la performance de l'INTOSAI.
- Participer à un examen de l'assurance de la qualité en Tanzanie.

OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 3 : PARTAGE DES CONNAISSANCES ET RÉSEAUTAGE

3.1 Encourager et stimuler les activités de partage de l'information et les possibilités de réseautage pour permettre aux auditeurs, aux législateurs et aux autres parties de partager leurs connaissances, leurs outils et leurs compétences sur les divers enjeux et pratiques.

- Contribuer à la préparation et à la tenue du Symposium annuel sur l'audit de performance du CCVL.
- Contribuer à la préparation et à la tenue de la Conférence annuelle du CCCCP-CCVL (Fredericton).
- Poursuivre les initiatives liées à la Bourse d'études commémorative Ronald C. Thompson.
- Préparer le 2e sommet des futurs leaders pour les professionnels de l'audit de performance qui sera organisé en 2018-2019.
- Concevoir et organiser un forum d'une journée pour les auditeurs généraux du palier municipal.

3.2 Améliorer la collaboration, l'harmonisation et le partage des connaissances entre les partenaires, les ISC et leurs organisations régionales.

- Continuer nos activités de sensibilisation avec nos partenaires du Programme international.
- Contribuer aux programmes de formation dispensés par l'Initiative de développement de l'INTOSAI.
- Soutenir la participation des ISC de nos pays partenaires à certaines activités internationales.

OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 4 : DURABILITÉ ET REDDITION DE COMPTES

4.1 Diversifier les sources et les types de financement et de soutien en nature et nouer des partenariats de collaboration au Canada et à l'étranger.

- Trouver et encourager des possibilités de collaboration avec d'autres organisations sur des programmes de recherches d'intérêt commun qui coïncident avec notre mission et notre vision.

4.2 Développer et renforcer continuellement les ressources humaines de l'entité ainsi que sa capacité organisationnelle.

- Continuer le suivi et la mise en œuvre du plan des ressources humaines.
- Recruter et former de nouveaux associés, au besoin.
- Recenser et obtenir les ressources en nature requises pour mettre en œuvre nos programmes et activités.

4.3 Améliorer la connaissance, la compréhension et l'utilisation des produits et services.

- Lancer la nouvelle dénomination et le nouveau site Web; poursuivre la mise en œuvre de la stratégie de marque et de communication afin d'appuyer notre nouvelle dénomination et notre repositionnement de marque.
- Continuer à promouvoir nos produits au Canada et à l'étranger lors d'événements et d'activités de formation.
- Assurer une présence dans les médias sociaux.

4.4 Élaborer et mettre en œuvre un cadre pour la mesure de la performance organisationnelle et la présentation d'un rapport à cet égard.

- Continuer de rendre compte de notre performance à nos membres et à notre conseil d'administration, conformément aux dispositions concernant la reddition de comptes à nos membres.
- Produire le rapport final sur l'édition 2012-2017 de notre Programme international d'aide à la surveillance législative.
- Publier notre rapport annuel de performance pour nos membres.
- Préparer et tenir 3 réunions du conseil d'administration et, au besoin, des réunions de ses comités.
- Préparer et tenir notre assemblée générale annuelle.
- Définir les mesures de performance et le cadre de présentation des rapports pour notre nouveau programme international.

Rapport de la direction

Le présent rapport annuel contient les états financiers de la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation pour l'exercice terminé le 31 mars 2017, ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant à leur égard. L'auditeur externe, à savoir le cabinet Collins Barrow Ottawa s.r.l., a émis une opinion sans réserve à l'égard de ces états financiers.

Les états financiers contenus dans le rapport ont été préparés par la direction conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, et audités par le cabinet Collins Barrow Ottawa s.r.l. conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada.

Ce rapport a pour but d'informer nos membres et parties prenantes sur la performance financière de la Fondation et de leur expliquer les éléments importants, les fluctuations ou les changements dans les politiques ayant une incidence sur la présentation de nos états financiers.

Notre financement provient de deux sources principales – les cotisations et les contributions des membres, dont le plus grand nombre est issu du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL), qui soutiennent nos programmes et services destinés aux membres, et les fonds d'Affaires mondiales Canada qui sont consacrés à nos activités de développement international. Le total de nos revenus a globalement baissé d'environ 3,2 %. Si les revenus provenant de notre programme international et des activités de perfectionnement professionnel sont restés à peu près identiques

à ceux de l'an dernier, les revenus issus des cotisations et des contributions de nos membres ont baissé de 7,5 %. Étant donné que les cotisations et contributions de nos membres constituent la base d'une grande part de notre financement, notre conseil d'administration procédera au cours de l'année à venir à un examen du financement afin d'étudier différentes solutions pour assurer la stabilité, la durabilité et la diversité de nos sources de financement. Nous continuerons de consulter et d'informer nos membres tout au long de ce processus.

L'élaboration et la mise en œuvre d'activités de formation en audit de performance sont des services importants et utiles que nous proposons à nos membres. Comme nous sommes une organisation sans but lucratif, nous facturons nos activités de formation offertes aux membres sur la base du recouvrement des coûts. Bien que le nombre de cours ait augmenté de 23 % l'an dernier par rapport à l'année précédente, le coût de mise en œuvre de ces activités a été globalement inférieur par rapport à l'année précédente.

Pour la période de cinq ans allant de 2012 à 2017, Affaires mondiales Canada verse à notre programme international 8,8 millions de dollars en contributions. Étant donné la fin imminente de ce programme en 2017, nous avons soumis en 2016 une nouvelle proposition d'entente de contribution.

Nous attendons l'approbation de notre proposition concernant le nouveau programme, mais nous avons la certitude que nos 37 années de succès en matière de développement international

constituent une assise solide pour sa réussite future, forts de notre partenariat avec la communauté des auditeurs législatifs du Canada, qui continue de nous apporter une importante aide en nature afin de nous aider à atteindre les objectifs du programme, et du soutien d'autres partenaires qui jouent un rôle essentiel dans sa mise en œuvre.

DÉPENSES ET GESTION DES RISQUES

La Fondation continue à assurer une gestion financière prudente. La Fondation étant un organisme reposant sur l'adhésion de membres, le maintien du financement provenant des cotisations à son niveau existant tout en essayant d'étendre le rayonnement et l'incidence internationale des activités de la Fondation est une démarche risquée qui présente son lot de difficultés. Nous continuons à la fois de diversifier nos sources de financement et d'avoir des discussions étroites et ouvertes avec nos principaux bailleurs de fonds pour nous assurer de leur soutien tandis que nous étendons notre rayonnement.

Dans le cadre de sa stratégie d'atténuation des risques, la Fondation a accumulé au cours de ses 37 ans d'existence certains actifs nets afin de se prémunir contre certains risques de financement et

d'exploitation. Encadrée par une politique établie par le conseil d'administration, la situation des actifs nets de la Fondation au 31 mars 2017 est de 652 292 \$.

Une partie des actifs nets est destinée à nous mettre à l'abri de certains risques occasionnels de financement et d'exploitation, tandis qu'une autre partie peut servir à certains projets, si nécessaire, avec l'approbation du conseil d'administration. Au cours de l'exercice 2017-2018, nous prévoyons utiliser une partie de ces fonds pour continuer d'améliorer notre site Web et pour couvrir nos coûts de réinstallation dans de nouveaux locaux, réinstallation qui a eu lieu en août 2017.

REGARD VERS L'AVENIR

Nous continuons d'agir avec prudence et de chercher des occasions de maximiser nos sources de financement, en collaborant et en nouant des partenariats avec des tiers, afin de dûment servir nos membres. Nous nous réjouissons à l'idée d'entamer une nouvelle année de collaboration avec nos membres et partenaires, et de continuer à proposer les programmes et services qui sont si utiles à nos membres depuis presque 40 ans.



Nicole Wiczorek

NICOLE WIECZOREK
Vice-présidente des opérations et
des relations avec les parties prenantes, et
chef des services financiers

CANADIAN AUDIT
& ACCOUNTABILITY
FOUNDATION



FONDATION CANADIENNE
POUR L'AUDIT ET
LA RESPONSABILISATION



États financiers

Pour l'exercice clos le 31 mars 2017



**Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation
Canadian Audit and Accountability Foundation**

États financiers
Pour l'exercice clos le 31 mars 2017

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant	1
États financiers	
État de la situation financière	3
État des résultats et de l'évolution des actifs nets	4
État des flux de trésorerie	5
Résumé des principales méthodes comptables	6
Notes afférentes aux états financiers	10

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres de la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation Canadian Audit and Accountability Foundation

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation Canadian Audit and Accountability Foundation, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, l'état des résultats et de l'évolution des actifs nets, et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Rapport de l'auditeur indépendant (suite)

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation Canadian Audit and Accountability Foundation, au 31 mars 2017, ainsi que de ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Collins Barrow Ottawa s.r.l.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés
Le 31 juillet 2017
Ottawa (Ontario)

Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation
Canadian Audit and Accountability Foundation
État de la situation financière

31 mars 2017 2016

Actifs

Actifs à court terme

Trésorerie (note 1)	1 021 007 \$	1 219 459 \$
Créances	83 799	49 110
Montants à recevoir de l'État	23 770	24 599
Frais payés d'avance	39 838	94 157
	1 168 414	1 387 325

Immobilisations corporelles (note 2)

	3 937	-
--	-------	---

	1 172 351 \$	1 387 325 \$
--	--------------	--------------

Passifs et actifs nets

Passifs à court terme

Comptes fournisseurs et charges à payer	234 522 \$	320 331 \$
Produits reportés (note 3)	375	2 550
Fonds non dépensés – Programme international (note 4)	285 162	385 694
	520 059	708 575

Actifs nets

Actifs nets non-affectés	652 292	678 750
--------------------------	---------	---------

	1 172 351 \$	1 387 325 \$
--	--------------	--------------

Approuvé au nom du Conseil :



Administrateur



Administrateur

Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation
Canadian Audit and Accountability Foundation
État des résultats et de l'évolution des actifs nets

Pour l'exercice clos le 31 mars 2017 2016

Produits		
Cotisations et contributions des membres (note 7)	1 203 469 \$	1 300 287 \$
Fonds du Programme international (note 4)	1 669 710	1 670 210
Perfectionnement professionnel	149 749	152 662
Intérêts	8 861	7 872
	3 031 789	3 131 031
Charges de programmes directes (notes 5 et 7)		
Recherche, méthodologie et produits d'information	318 720	305 418
Éducation et perfectionnement professionnel	374 162	428 666
Partage des connaissances et réseautage	150 240	126 939
Programme international	1 568 376	1 543 489
	2 411 498	2 404 512
Frais généraux (note 5)		
Durabilité et reddition de comptes	386 346	288 476
Exploitation et autres services de soutien	258 435	493 308
Amortissement des immobilisations corporelles	1 968	-
	646 749	781 784
Total des charges	3 058 247	3 186 296
Insuffisance des produits par rapport aux charges pour l'exercice	(26 458)	(55 265)
Actifs nets , au début de l'exercice	678 750	734 015
Actifs nets , à la fin de l'exercice	652 292 \$	678 750 \$

Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation
Canadian Audit and Accountability Foundation
État des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 mars 2017 2016

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Insuffisance des produits par rapport aux charges pour l'exercice	(26 458) \$	(55 265) \$
Élément sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 968	-
	(24 490)	(55 265)

Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement :

Créances	(34 689)	(13 014)
Montants à recevoir de l'État	829	14 778
Fonds dépensés – Programme international	-	5 497
Frais payés d'avance	54 319	(60 688)
Comptes fournisseurs et charges à payer	(85 809)	27 424
Produits reportés	(2 175)	2 550
Fonds non dépensés – Programme international	(100 532)	385 694

	(192 547)	306 976
--	-----------	---------

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Acquisition d'immobilisations corporelles	(5 902)	-
---	---------	---

Augmentation (diminution) nette de la trésorerie pour l'exercice

	(198 452)	306 976
--	-----------	---------

Trésorerie, au début de l'exercice

	1 219 459	912 483
--	-----------	---------

Trésorerie, à la fin de l'exercice

	1 021 007 \$	1 219 459 \$
--	--------------	--------------

Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation Canadian Audit and Accountability Foundation Résumé des principales méthodes comptables

31 mars 2017

Nature et raison d'être de l'organisation

La Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation Canadian Audit and Accountability Foundation (la « Fondation ») a été créée en 1980 par des lettres patentes déposées aux termes des dispositions de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*. Le 9 septembre 2014, elle a obtenu sa prorogation en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (« Loi OBNL »). À compter du 31 mars 2017, la Fondation a changé son nom légal de CCAF-FCVI Inc.

Comme il est stipulé dans ses Statuts de prorogation en vertu de la Loi OBNL, la Fondation a pour intention de promouvoir et de renforcer l'audit, la surveillance et la reddition de comptes dans le secteur public au Canada et à l'étranger. Ainsi, elle propose aux auditeurs du secteur public et aux membres de comités de surveillance parlementaire des possibilités en matière de formation, de recherche et de développement des capacités, et elle les aide à collaborer avec les autres agents publics pour la mise en place d'un gouvernement responsable. Ses produits et services sont largement appréciés, cités en exemple et utilisés par les auditeurs, les législateurs et d'autres agents publics, au Canada et à l'étranger.

Une importante partie des produits de la Fondation, y compris un apport affecté aux frais généraux, provient d'Affaires mondiales Canada (« AMC ») comme nous le précisons à la note 4 des présents états financiers. En outre, la Fondation tire d'un seul membre environ 54 % du total des produits obtenus en guise de cotisations et contributions des membres. Afin de poursuivre ses activités au niveau actuel, elle a besoin de maintenir ces sources de revenus.

La Fondation a été organisée et fonctionne aux fins décrites plus haut; par conséquent, elle n'est pas assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*.

Base de présentation

Ces états financiers ont été préparés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, qui font partie des principes comptables généralement reconnus du Canada et qui comprennent les principales méthodes comptables suivantes.

Utilisation d'estimations

Pour dresser les états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui influent sur les montants indiqués à l'égard des actifs et passifs et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges indiqués pour la période concernée. Bien que ces estimations soient faites par la direction d'après les connaissances qu'elle a des événements actuels, les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La direction revoit régulièrement ses estimations et hypothèses et, lorsque des ajustements sont nécessaires, ceux-ci sont effectués dans les états portant sur l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation Canadian Audit and Accountability Foundation Résumé des principales méthodes comptables

31 mars 2017

Utilisation d'estimations (suite)

Les estimations importantes comprennent les hypothèses adoptées pour : estimer la juste valeur initiale des instruments financiers; estimer les montants à recevoir et la possibilité de recouvrement des créances; établir la durée de vie utile et l'amortissement des immobilisations; estimer les provisions pour les charges à payer; estimer les salaires et avantages sociaux alloués aux différents secteurs opérationnels; estimer le montant des cotisations obtenues et différées en vertu de l'entente de contribution de la Fondation et des autres ententes de financement; et estimer les apports en nature qui sont comptabilisés dans les états financiers.

Instruments financiers

Les instruments financiers sont des actifs ou passifs financiers qui, en général, représentent pour la Fondation un droit contractuel à recevoir une somme d'argent ou autre actif financier d'une autre partie (ou encore l'obligation de verser à une autre partie une somme d'argent ou autre actif financier).

Évaluation des instruments financiers

La Fondation évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à leur juste valeur à l'exception de certaines transactions avec lien de dépendance le cas échéant.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans l'état des résultats.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement comprennent la trésorerie et les créances. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement comprennent les comptes fournisseurs, les charges à payer et les fonds non dépensés du Programme international. La Fondation n'a aucun actif financier ni passif financier évalué à sa juste valeur.

Perte de valeur d'un actif financier

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement sont soumis à des tests de dépréciation lorsqu'il existe des indications d'une perte de valeur. Le montant de la réduction est comptabilisé dans l'état des résultats. La dépréciation précédemment constatée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, pourvu que l'actif n'excède pas le montant établi avant la constatation de la perte de valeur. Le montant de la reprise est comptabilisé dans l'état des résultats.

Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation

Canadian Audit and Accountability Foundation

Résumé des principales méthodes comptables

31 mars 2017

Instruments financiers (suite)

Coûts de transaction des instruments financiers

La Fondation comptabilise ses coûts de transaction dans l'état des résultats portant sur la période au cours de laquelle ils sont engagés. Cependant, les instruments financiers qui ne seront pas évalués ultérieurement à leur juste valeur sont ajustés selon les coûts de transaction qui sont directement attribuables à leur origine, émission ou prise en charge.

Constatation des produits

La Fondation utilise la méthode des reports pour comptabiliser les apports. Les apports grevés d'affectations d'origine externe sont constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsque ces montants sont reçus, ou ils sont constatés comme créances, si le montant à recevoir est raisonnablement assuré.

Les produits d'intérêts non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés avec le passage du temps. Les produits d'intérêts grevés d'affectations d'origine externe, le cas échéant, sont initialement différés et constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Le montant de la cotisation des membres est établi annuellement. Les cotisations sont constatées à titre de produits dans l'exercice auquel elles se rapportent.

Les produits provenant des séances de perfectionnement professionnel sont constatés dans l'exercice au cours duquel les produits et services sont rendus ou vendus.

Apports en nature

Conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, une organisation peut choisir de comptabiliser des apports reçus en nature, mais seulement lorsque la juste valeur de ces apports peut faire l'objet d'une estimation raisonnable, lorsque les services en question sont utilisés dans l'exercice normal des activités de l'organisation et lorsque les services donnés auraient dû être achetés à défaut d'un apport. Les membres et autres contributeurs consacrent une quantité importante d'heures à certaines activités de la Fondation et ils absorbent eux-mêmes les coûts connexes. Ces services sont utilisés dans l'exercice normal des activités de la Fondation mais, dans certains cas, il n'est pas possible d'en déterminer de façon raisonnable la juste valeur ni l'étendue. Certains apports en nature sont du travail bénévole. Comme la Fondation n'achèterait pas autrement ces services, ces apports en nature ne sont pas comptabilisés dans les états financiers. Quant aux dons en nature qui seraient autrement achetés par la Fondation s'ils n'avaient pas été contribués (et dont la juste valeur et l'étendue peuvent être déterminées de façon raisonnable), ils sont comptabilisés dans les états financiers. L'avantage procuré par l'apport est inclus dans les produits, puis contrebalancé par une charge n'ayant aucune incidence sur l'état des résultats.

**Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation
Canadian Audit and Accountability Foundation
Résumé des principales méthodes comptables**

31 mars 2017

Immobilisations	<p>Les immobilisations corporelles – comprenant les meubles, l'équipement de bureau et les améliorations locatives – sont comptabilisées au coût d'acquisition. L'amortissement des meubles et de l'équipement de bureau est calculé selon la méthode linéaire sur une période de trois ans. L'amortissement des améliorations locatives est calculé sur une base linéaire sur la période restante du bail en fonction de la date d'acquisition.</p> <p>Lorsqu'une immobilisation n'a plus de potentiel à long terme pour la Fondation, la moins-value, soit l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur, est passée en charge. Une moins-value n'est pas récupérée dans un exercice subséquent.</p> <p>Les immobilisations incorporelles – c'est-à-dire les logiciels – sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles ont été acquises.</p>
Coûts de développement	<p>La Fondation crée des produits éducatifs et publie des rapports de recherche aux fins décrites dans la « Nature et raison d'être de l'organisation ». Le prix d'achat ou les frais d'utilisation de ces articles sont généralement fixés de telle sorte à permettre de recouvrir les coûts directs. Les coûts de développement connexes sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.</p>
Ventilation des charges	<p>Les charges sont classées par fonctions dans l'état des résultats et de l'évolution des actifs nets. Elles sont ventilées entre les différentes fonctions auxquelles elles se rattachent et ne sont donc pas considérées comme des charges indirectes. La Fondation ne répartit pas ses frais généraux – gestion d'entreprise, services de soutien et autres charges – entre ses autres catégories de charges.</p>

Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation
Canadian Audit and Accountability Foundation
Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2017

1. Trésorerie

La Fondation possède deux comptes auprès d'une banque à charte canadienne. La majeure partie du solde de trésorerie est conservée dans un compte de placement affaires, portant intérêt à un taux variable basé sur un accord de taux d'intérêt progressif. Au 31 mars 2017, le solde du compte de placement affaires est de 794 134 \$ (2016 – 935 345 \$) avec un taux d'intérêt moyen d'environ 0,7 % (2016 – taux d'intérêt moyen d'environ 0,9 %). L'autre compte est un compte caisse sans intérêt dont le solde au 31 mars 2017 s'élève à 226 873 \$ (2016 – 284 114 \$).

2. Immobilisations corporelles

	2017			2016		
	Coût	Amor- tissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amor- tissement cumulé	Valeur comptable nette
Meubles, équipement de bureau et améliorations locatives	39 263 \$	35 326 \$	3 937 \$	33 358 \$	33 358 \$	- \$

3. Produits reportés

Les produits reportés comprennent des cotisations de membres s'appliquant à l'exercice suivant.

	2017	2016
Cotisations de membres	375 \$	2 550 \$

Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation
Canadian Audit and Accountability Foundation
Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2017

4. Fonds du Programme international

La Fondation coordonne un programme conçu pour bâtir les capacités et renforcer l'efficacité dans le domaine de l'audit de performance dans les institutions supérieures de contrôle (« ISC ») des pays en développement visés. Toujours dans le cadre de ce programme, elle contribue aussi à l'amélioration du leadership et de la capacité des comités de surveillance parlementaire et au renforcement de la coordination et du partage d'information entre donateurs, les ISC et les associations régionales de celles-ci. En partenariat avec un réseau d'experts canadiens, la Fondation offre des activités de développement des capacités, y compris un programme de bourses d'études permettant un stage de formation dans un bureau d'audit canadien; des ateliers dans les pays visés et leurs régions; et différentes activités ciblées de formation et de mentorat.

Les coûts du Programme international sont financés par Affaires mondiales Canada (« AMC ») avec des apports en nature d'experts canadiens provenant du Bureau du vérificateur général du Canada, des bureaux d'audit provinciaux partenaires, de la Fondation, de bureaux d'audit municipaux, ainsi que de la part de parlementaires et de Canadiens. AMC se charge des coûts directs associés au programme et contribue aux frais généraux de la Fondation. L'entente actuelle avec AMC est entrée en vigueur le 29 août 2012 et fournit le financement du programme totalisant 8 800 000 \$ au cours de la période se terminant le 31 décembre 2017. Le financement total au titre de l'entente non encore constaté comme produit au 31 mars 2017 s'élève à 743 132 \$ (2016 – 2 412 842 \$).

Les flux de trésorerie liés au programme sont comme suit :

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Montants reçu non dépensé (montant à recevoir dépensé), au début de l'exercice	385 694 \$	(5 497) \$
Avances versées par AMC	1 569 178	2 061 401
	1 954 872	2 055 904
Produits constatés représentant les charges pour l'exercice incluant la contribution versée aux frais généraux	1 669 710	1 670 210
Montants reçu non dépensé (montant à recevoir dépensé), à la fin de l'exercice	285 162 \$	385 694 \$

Une nouvelle proposition de programme a été soumise et fait actuellement l'objet d'un processus d'examen par AMC.

Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation
Canadian Audit and Accountability Foundation
Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2017

5. Salaires et avantages sociaux

Le montant total des charges salariales et des avantages sociaux pour l'exercice 2017 s'élève à 1 356 399 \$ (2016 – 1 570 236 \$). Ce montant est réparti entre les diverses activités opérationnelles en fonction de l'utilisation des ressources, selon l'estimation de la direction.

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Recherche, méthodologie et produits d'information	188 668 \$	169 073 \$
Éducation et perfectionnement professionnel	198 134	219 710
Partage des connaissances et réseautage	87 412	93 188
Programme international	541 752	549 176
Durabilité et reddition de comptes	226 536	215 129
Exploitation et autres services de soutien	113 897	323 960
	<u>1 356 399 \$</u>	<u>1 570 236 \$</u>

6. Obligations contractuelles

Le contrat de location de la Fondation pour ses bureaux vient à échéance le 31 août 2017. L'engagement financier pour ce bail (jusqu'au 31 août 2017) s'élève à 30 804 \$ pour l'exercice 2018.

De plus, dans le cadre de son Programme international, la Fondation a des loyers à payer. Elle loue différents appartements sur une base mensuelle. Toutefois, trois baux viennent à échéance le 30 avril 2017. L'engagement financier pour ces baux (jusqu'au 30 avril 2017) s'élève à 4 550 \$ pour l'exercice 2018.

Dans le cours de ses activités, la Fondation conclut régulièrement des ententes visant l'achat de divers services et fournitures. Certaines de ces ententes s'étendent au-delà de la fin de l'exercice 2017. Selon la direction, ces ententes s'inscrivent dans le cours normal des activités de la Fondation, ne sont pas anormales en ce qui concerne leur montant ou leur nature, et ne comprennent pas de risque spéculatif élevé.

Événement postérieur

Le 30 juin 2017, la Fondation a signé un bail pour ses nouvelles installations de bureau à un endroit différent. Le bail actuel de la Fondation prend fin le 31 août 2017 et l'édifice a été vendu.

Le bail pour les nouvelles installations commence le 1^{er} décembre 2017 pour une période de 10 ans. Cependant, la Fondation pourra occuper les installations à partir du 28 août 2017. Le loyer minimum total payable par la Fondation pendant la durée du bail s'élèvera à 670 235 \$ plus les taxes applicables, et inclut une allocation au titre des améliorations locatives.

Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation
Canadian Audit and Accountability Foundation
Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2017

6. **Obligations contractuelles** (suite)

Événement postérieur (suite)

De plus, la Fondation devra maintenir les niveaux spécifiés d'assurance et sera responsable de sa part des frais d'exploitation et des taxes foncières encourus par le propriétaire. Selon les prévisions actuelles, ces frais devraient s'élever à approximativement 49 000 \$ par année.

Le bail comprend des dispositions sur une résiliation anticipée du bail et la réduction de l'espace après 5 ans, liées à des conditions relatives à des réductions importantes de financement éventuelles. Dans le cas d'une réduction d'espace, la Fondation pourrait avoir l'option d'abaisser ses obligations relatives au loyer et aux coûts d'exploitation d'environ 20 %, à titre de réduction ponctuelle d'espace, en échange de frais de pénalité de 20 000 \$ plus les taxes applicables. La résiliation du bail, accompagnée d'un préavis de 90 jours pourrait entraîner une réduction de ses paiements de loyer d'environ 369 000 \$ plus les taxes applicables ainsi qu'une réduction de ses obligations relatives aux frais d'exploitation en échange de frais de pénalité de 100 000 \$ plus les taxes applicables.

L'entente accorde aussi à la Fondation une option de renouvellement de cinq ans à la fin du bail de 10 ans à la juste valeur marchande du loyer à ce moment-là.

7. **Apports en nature**

Les apports en nature liés aux services et comptabilisés dans les présents états financiers s'élèvent à 146 250 \$ (2016 – 146 250 \$) et sont inclus dans les produits au compte « Cotisations et contributions des membres » et les diverses charges sont comptabilisées comme indiqué ci-dessous, ce qui n'a aucune incidence nette sur les résultats de la Fondation.

	2017	2016
Recherche, méthodologie et produits d'information	106 525 \$	105 966 \$
Éducation et perfectionnement professionnel	29 089	35 231
Partage des connaissances et réseautage	2 553	5 053
Durabilité et reddition de comptes	8 083	-
	146 250 \$	146 250 \$

8. **Risques liés aux instruments financiers et concentrations de risque**

La Fondation est exposée à divers risques en raison de ses instruments financiers. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de risque de la Fondation au 31 mars 2017.

Dans le cadre de ses activités, la Fondation ne recourt aucunement aux activités de couverture et ne possède ou n'utilise aucun instrument financier dérivé aux fins de négociations ou de transactions commerciales.

Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation
Canadian Audit and Accountability Foundation
Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2017

8. **Risques liés aux instruments financiers et concentrations de risque (suite)**

Risque de liquidité

Par risque de liquidité, on entend le risque qu'une entité éprouve des difficultés à respecter ses engagements liés à des passifs financiers. L'exposition de la Fondation à ce risque concerne notamment ses comptes fournisseurs et ses charges à payer.

Risque de crédit

Par risque de crédit, on entend le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. L'exposition de la Fondation à ce risque concerne notamment ses créances. Bien que considéré comme non significatif, ce risque de crédit existe également en ce qui concerne les soldes de trésorerie de la Fondation. Les soldes de trésorerie sont indiqués à la note 1.

Risque de marché

Par risque de marché, on entend le risque de variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier attribuable aux fluctuations du cours du change, à l'évolution des taux d'intérêt ou encore aux variations des prix ou des cours sur les marchés. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. L'exposition de la Fondation se situe notamment au niveau du risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Par risque de change, on entend le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison d'une variation des cours du change sur les marchés. Les instruments financiers de la Fondation sont en dollars canadiens. Par conséquent, la Fondation n'est pas exposée au risque de change. Cependant, la Fondation engage des dépenses en devises étrangères dans le cadre de ses activités internationales et de ce fait elle est exposée aux variations des cours des devises étrangères.

Risque de taux d'intérêt

Par risque de taux d'intérêt, on entend le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux d'intérêt du marché. La Fondation est exposée au risque de taux d'intérêt par des instruments financiers à taux d'intérêt fixes et variables. Comme elle ne détient aucun instrument financier à taux fixe, elle n'est pas assujettie à un risque de juste valeur. Par contre, elle détient des instruments financiers à taux variables, soit l'encaisse, comme nous l'indiquons à la note 1 afférente aux présents états financiers; la Fondation est donc exposée à un risque de flux de trésorerie.

Risque de prix autre

Par risque de prix autre, on entend le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché (autres que les celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou encore par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. La Fondation n'est pas exposée au risque de prix autre.

**Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation
Canadian Audit and Accountability Foundation
Notes afférentes aux états financiers**

31 mars 2017

8. Risques liés aux instruments financiers et concentrations de risque (suite)

Évolution des risques

Par rapport à l'exercice financier clos le 31 mars 2016, il n'y a eu aucun changement important dans les risques et concentrations auxquels est exposée la Fondation.
